



**Arrêté n°2022-DCL-BENV-655  
modifiant l'arrêté préfectoral n°18-DRCTAJ/1-290 du 11 juin 2018 et  
fixant des prescriptions complémentaires aux installations exploitées  
par la société CAVAC à Fougeré  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.122-2 et R.181-46 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 18-DRCTAJ/1-290 du 11 juin 2018 de prescriptions complémentaires pour les installations exploitées par la CAVAC à Fougeré ;

**VU** la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société CAVAC le 13 juillet 2018 concernant la construction d'une usine de fabrication d'aliments biologiques pour animaux et le dossier joint ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 29 novembre 2018 ;

**VU** la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société CAVAC le 21 mai 2021, complétée et modifiée les 1<sup>er</sup> octobre 2021, 21 décembre 2021, 31 mars 2022 et 14 avril 2022 concernant, d'une part, l'aménagement d'une nouvelle zone de transit de déchets avec la création d'un bâtiment dédié, d'autre part, le déplacement du stockage d'engrais solides conditionnés dans un nouveau bâtiment, enfin d'autres aménagements (remplacement de la réserve incendie, étanchéification du bassin de rétention, installation de bâtiments modulaires permettant l'entreposage à l'abri de matériaux métalliques incombustibles afin de les protéger contre la rouille, l'entreposage d'engrais minéraux non nitriques, l'entreposage de palettes préparées des commandes du jour avant chargement dans les camions d'expédition) ;

**VU** les dossiers joints à cette demande ;

**VU** la modification portée à la connaissance du préfet par la société CAVAC le 15 novembre 2021 concernant l'extension du poste de chargement des produits finis de l'unité de fabrication d'aliments conventionnels pour animaux et le dossier joint ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 mai 2022 ;

**VU** le courrier adressé le 11 mai 2022 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

**VU** l'absence d'observations de l'exploitant dans le délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté ;

**Considérant** que les projets, qui consistent en l'aménagement d'une nouvelle zone de transit de déchets avec la création d'un bâtiment dédié ; le déplacement du stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium dits « nitriques » conditionnés dans un nouveau bâtiment ; la création d'un bâtiment d'entreposage des palettes préparées des commandes du jour avant expédition ainsi qu'un bâtiment d'entreposage d'engrais minéraux non nitriques, l'extension du poste de chargement des produits finis de l'unité de fabrication d'aliments conventionnels pour animaux et des aménagements s'y rapportant (création de voie d'accès aux bâtiments, mises en place de nouvelles réserves d'eau pour lutter contre un incendie) ;

- ne constituent pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R. 122-2,
- ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 ;

**Considérant** que les projets de modification ne constituent pas, de ce fait, des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les projets constituent une évolution notable au sens du II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur des projets de modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, notamment l'interdiction de cellules photovoltaïques sur la toiture du bâtiment de stockage d'engrais, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

## ARRÊTE

### **Article 1. Portée de l'arrêté**

Les dispositions de l'arrêté du 11 juin 2018 susvisé sont modifiées conformément aux dispositions de l'article 2.

### **Article 2. Modifications**

#### **Article 2.1. Exploitant titulaire de l'autorisation**

L'article 1.1.1 est complété par les dispositions suivantes :

«

- *dossier du 29 juin 2018 : projet de construction d'une usine de production d'aliments biologiques pour animaux ;*
- *dossier du 21 mai 2021 modifié dernièrement le 14 avril 2022 : projet de construction d'une zone de transit de déchets et déplacement du stockage d'engrais conditionnés ;*
- *dossier du 15 novembre 2021 : projet d'extension du poste de chargement des produits finis de l'unité de fabrication d'aliments pour animaux.*

»

#### **Article 2.2. Liste des installations classées**

À l'article 1.2.1 et à l'annexe I, les lignes du tableau listant les installations classées relatives aux rubriques 2160-2-a, 2910-A-2, 3642-2, 2714-2 et 1510-2 sont remplacées par les lignes suivantes :

«

2160-2-a	<p>Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 :</p> <p>2. Autres installations</p> <p>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Silo 202 : 6 365 m<sup>3</sup>  Silo 203 : 27 739 m<sup>3</sup>  Silo 204 : 51 080 m<sup>3</sup>  UAB : 13 313 m<sup>3</sup>  UAB biologique : 2 160 m<sup>3</sup></p> <p>Total : <b>100 657 m<sup>3</sup></b></p>	A
2260-2-b	<p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660 :</p> <p>2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct, la puissance thermique nominale de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Séchoirs utilisés pour le séchage des céréales et produits organiques dégageant des poussières inflammables :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– 5,347 MW</li> <li>– 1,067 MW</li> <li>– 6,036 MW</li> <li>– 4 MW</li> </ul> <p>Total : <b>16,45 MW</b></p>	DC
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p>	<p>Une chaudière, bridée à 3,2 MW, utilisée pour l'usine de fabrication d'aliments conventionnels pour animaux</p> <p>Puissance : <b>3,2 MW</b></p>	DC
2910-A-2	<p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p> <p>(*)Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du</p>	<p>Une chaudière utilisée pour l'usine de fabrication d'aliments biologiques pour animaux</p> <p>Puissance : <b>1,4 MW</b></p>	DC

	Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.		
3642-2-a	<p>Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :</p> <p>2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production :</p> <p>a) Supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour</p>	<p>– Usine de fabrication d'aliments conventionnels pour animaux : 930 t/j</p> <p>– Usine de fabrication d'aliments biologiques pour animaux : 270 t/j</p> <p><b>Total : 1 200 t/j</b></p>	A
1510-2-b	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup></p> <p>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</p>	<p>Bâtiment central appro : 73 000 m<sup>3</sup></p> <p>Bâtiment 16 : 6 500 m<sup>3</sup></p> <p>Bâtiment 20 : 14 880 m<sup>3</sup></p> <p>Bâtiment 30 : 14 880 m<sup>3</sup></p> <p>Bâtiment déchets : 6 050 m<sup>3</sup></p> <p><b>Total : 115 310 m<sup>3</sup></b></p>	E
2714-2	<p>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup></p>	Zone de transit de déchets, le volume susceptible d'être présent dans l'établissement ne dépassant pas <b>999 m<sup>3</sup></b>	D
2718-2	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>2. Autres cas</p>	Zone de transit de déchets d'emballages ayant été utilisés pour le stockage de substances ou produits dangereux : 900 kg	DC

»

**Article 2.3. Classement au titre de la nomenclature mentionnée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement**

À l'article 1.2.1, la dernière ligne du second tableau est remplacée par la ligne suivante :

«

2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.	Surface d'emprise des bâtiments : 4,977 ha	D
	La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie de bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface des parkings, voiries en enrobé et surfaces empierrées : 9,388 ha	
		Total : <b>14,365 ha</b>	

»

**Article 2.4. Situation de l'établissement**

À l'article 1.2.2, le premier tableau est complété par les lignes suivantes :

«

Usine de fabrication d'aliments biologiques	775
Plate-forme de transit de déchets ; bâtiment de stockage d'engrais	768

»

**Article 2.5. Réglementation applicable**

À l'article 1.6.1, le tableau est modifié comme suit :

1) les lignes suivantes :

25/07/97	Arrêté du 25/07/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion
14/10/10	Arrêté du 14/10/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2714

sont remplacées par les lignes suivantes :

03/08/2018	Arrêté du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
06/06/2018	Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
06/06/18	Arrêté du 6 juin 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 1er juillet 2018)

2) Les lignes suivantes sont supprimées :

07/07/09	Arrêté du 07/07/09 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
15/12/09	Arrêté du 15/12/09 modifié fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33 du code de l'environnement

#### **Article 2.6. Conduits et installations raccordées / conditions générales de rejet**

Le tableau de l'article 3.2.2 est complété par la ligne suivante :

Chaudière	1,4 MW	Gaz naturel	UAB bio
-----------	--------	-------------	---------

#### **Article 2.7. Valeurs limites d'émissions dans l'air**

À l'article 3.2.3 :

1) dans le premier tableau, les mots « *conduit chaudière UAB* » sont remplacés par les mots « *conduits des chaudières des UAB* » ;

2) dans le second tableau, le mot « *UAB* » est remplacé par le mot « *UAB et UAB bio* » ;

3) les deux alinéas qui suivent le second tableau sont remplacés par les alinéas suivants :

« *Dans le cas des usines d'alimentation pour les animaux (UAB et UAB bio), la teneur maximale en poussières de 20 mg/m<sup>3</sup> s'applique à chaque rejet canalisé, notamment les fosses de réception (3 aspirations indépendantes), les sorties des broyeurs (2) et les sorties des presses (5). À ces rejets, s'ajoutent les nouveaux rejets de l'extension de l'UAB (projet 2017) et de l'UAB bio.* »

« *Dans le cas des silos 202, 203 et 204 et du procédé biomasse /rafles silo 201 (hors ceux de l'UAB et de l'UAB bio), la teneur maximale en poussières de 40 mg/ m<sup>3</sup> s'applique aux rejets canalisés de l'air utilisé pour l'aération ou ventilation des céréales ou oléagineux ou végétaux stockés ainsi qu'aux rejets en toiture de chaque nettoyeur dans les tours de manutention. Sont en particulier concernés, les rejets du silo 202 (1 conduit), du silo 203 (2 sorties d'aspiration), du silo 204 (2 sorties d'aspiration) et le procédé biomasse /rafles silo 201 (1 conduit).* »

#### **Article 2.8. Identification des effluents**

Au septième alinéa de l'article 4.3.1 les mots « *le bâtiment de stockage des engrais (ammonitrates), le bâtiment de stockage des engrais minéraux non nitriques, l'aire d'entreposage des palettes, le bâtiment modulaire dédié à l'entreposage journalier des palettes préparées des commandes avant chargement pour expédition, l'aire de transit de déchets,* » sont insérés après les mots « *les bâtiments 20 et 30,* ».

#### **Article 2.9. Aménagement des points de prélèvement**

À l'article 4.3.6.2.1 les mots « *à l'article 10.2.5* » sont remplacés par les mots « *à l'article 10.2.3* ».

#### **Article 2.10. Limitation du débit de fuite des eaux pluviales rejetées**

Le troisième alinéa de l'article 4.3.9 est remplacé par les dispositions suivantes : « *Le débit de fuite des eaux pluviales de ruissellement mentionnées à l'article 4.3.1 est limité, pour une pluie décennale, à 3 l.s<sup>-1</sup>.ha<sup>-1</sup> pour toute nouvelle surface imperméabilisée à compter du 4 avril 2022.* »

#### **Article 2.11. Déchets produits**

l) Le deuxième alinéa du titre V est remplacé par les alinéas suivants :

« Déchets non dangereux reçus en transit : Sans préjudice des textes applicables aux déchets de manière générale rappelés dans le présent titre, les dispositions spécifiques applicables aux déchets reçus en transit au titre de la rubrique 2714 sont celles de l'arrêté ministériel du 6 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. »

« Déchets dangereux reçus en transit : Sans préjudice des textes applicables aux déchets de manière générale rappelés dans le présent titre, les dispositions spécifiques applicables aux déchets reçus en transit au titre de la rubrique 2718 sont celles de l'arrêté ministériel du 6 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté »

« L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment à l'inspection des installations classées que le volume total de déchets relevant de la rubrique n° 2714 ne dépasse pas 999 m<sup>3</sup> et que la quantité totale de déchets relevant de la rubrique n° 2718 ne dépasse pas 900 kg.. »

II) Le deuxième alinéa de l'article 5.1.3 est complété par la phrase suivante : « Cette disposition s'applique également aux effluents issus de la presse à déchets. »

III) Le deuxième alinéa du chapitre 5.2 est remplacé par l'alinéa suivant : « Tout projet d'épandage des déchets produits sur site, tels que les boues de curage des lagunes ou les substrats du bac de traitement des jus issus de la presse à déchets, fait l'objet d'un dossier préalable transmis au préfet. »

#### **Article 2.12.      Chaufferie (UAB)**

L'article 8.2.1.5 est modifié comme suit :

1) Le titre est remplacé par les mots suivants : « *chaufferies (UAB et UAB bio)* » ;

2) Les mots « *la chaufferie est située* » et « *de la chaufferie* » sont remplacés, respectivement, par les mots « *les chaufferies sont situées* » et « *des chaufferies* ».

#### **Article 2.13.      Moyens de lutte contre l'incendie**

Le tableau de l'article 8.2.4 est modifié comme suit :

I) Les lignes suivantes sont ajoutées :

UAB bio	Extincteurs, RIA, colonne sèche
Bâtiment d'exploitation des déchets	Extincteurs, RIA

II) La troisième colonne est remplacé par la colonne suivante :

Deux réserves d'eau de volume unitaire de 480 m<sup>3</sup> situées à l'est de la zone d'exploitation des déchets non dangereux et au nord de la zone de stockage des engrais conditionnés

Une réserve d'eau de 500 m<sup>3</sup> située à proximité de l'unité de production d'aliments biologiques

Une réserve d'eau de 400 m<sup>3</sup> minimum constituée par la dernière lagune du système de lagunage

Un poteau incendie public situé route de Bel air (débit : 30 m<sup>3</sup>/h)

Un poteau privé près des bureaux de l'UAB (30 m<sup>3</sup>/h)

#### **Article 2.14. Systèmes de détection et extinction automatiques**

À l'article 8.3.4 les mots « *de stockage des engrais,* » sont insérés entre les mots « *Les bâtiments* » et les mots « *16, 20 et 30* ».

#### **Article 2.15. Gestion des eaux d'extinction**

Le tableau de l'article 8.4.2 est complété par les lignes suivantes :

Bâtiments 20 et 30, bâtiment de stockage des engrais, zone de transit des déchets	Bassins étanches en série de volumes respectifs de 600 m <sup>3</sup> et 900 m <sup>3</sup>
Usine de fabrication d'aliments biologiques	Bassin étanche de 590 m <sup>3</sup>

#### **Article 2.16. Silos**

Au quatrième alinéa de l'article 9.1.1 les mots « *silos de l'usine de fabrication d'aliments biologiques* » sont insérés après les mots « *silo 204 ;* ».

#### **Article 2.17. Séchoirs – chaudière**

L'article 9.1.2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Article 9.1.2. Séchoirs – chaudières*

« *Les chaudières de l'UAB et de l'UAB bio respectent les dispositions de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.*

« *Les dispositions constructives des séchoirs et des chaudières sont fixées aux articles 8.2.1.4 et 8.2.1.5.*

« *Les activités de séchage doivent également respecter les dispositions ci-après* ».

#### **Article 2.18. Dispositions particulières applicables à l'usine d'aliments pour animaux**

Le dernier alinéa du chapitre 9.2 est supprimé.

#### **Article 2.19. Dispositions relatives au stockage d'engrais**

I) À l'article 9.3.1 les alinéas suivants sont supprimés :

« *Une zone de stockage des engrais en sacs ou conditionnés (2 500 t dont 1 230 t maximum au titre de la rubrique 4702-II). Une partie peut être entreposée sur une zone réservée à cet effet à l'extérieur ;* »

« *La présence d'engrais susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu (4702-I) est interdite ainsi que des engrais non conformes aux spécifications du règlement européen n°2003/2002 du parlement européen et du conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1.*»

« *Les stockages d'engrais à base de nitrate d'ammonium ne sont réalisés que sous forme conditionnée (sacs). Ils sont isolés d'au moins 10 m de tout matériau combustible ou incompatible et de zone de stationnement des véhicules. Le stockage extérieur est implanté en dehors de la zone des effets dominos en cas d'explosion secondaire du silo 204. Un marquage au sol ou équivalent (y compris dans le bâtiment) précise les emplacements réservés à ces produits.* »

II) Il est inséré un article 9.3.3 ainsi rédigé :



### « Article 9.3.3 : Bâtiment de stockage d'engrais conditionnés

*« Le bâtiment de stockage des engrais nitriques conditionnés (à base de nitrate d'ammonium) respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 précité, à l'exception des dispositions du point 2.4.2 de l'annexe I, pour lesquelles les murs extérieurs du bâtiment ne présentent pas une réaction au feu REI 120 sur toute leur hauteur, mais sont construits conformément aux plans mentionnés par l'exploitant dans son courrier du 21 décembre 2021 (paroi de case en béton REI120 sur une hauteur dépassant d'au moins 30 cm le point le plus haut du stockage d'engrais, poteau structurel stable au feu 1 heure, bardage A1 fixé en extérieur sur des lisses transversales).*

*La toiture de ce bâtiment n'est pas équipée de cellules photovoltaïques.*

*Le mélange d'engrais à base de nitrate d'ammonium est interdit (les engrais sont reçus conditionnés, sans opération de déconditionnement, reconditionnement ni conditionnement, sauf dans le cas d'emballage fuyard, dans un emballage de volume comparable ). »*

### **Article 2.20. Dispositions relatives au bâtiment modulaire dénommé « barnum approvisionnement »**

Il est inséré un article 9.3.4 ainsi rédigé :

« Article 9.3.4 : Bâtiment modulaire dédié à l'entreposage journalier des palettes préparées des commandes avant chargement pour expédition

*« Le bâtiment modulaire, dénommé « barnum approvisionnement » situé au nord du bâtiment 20 et dédié à l'entreposage des palettes préparées des commandes avant leur chargement pour expédition est vidé à chaque fin de journée. »*

### **Article 3. Application**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter de sa notification à l'exploitant, à l'exception des dispositions de l'article 2.19 qui entrent en vigueur à compter de la mise en service du bâtiment de stockage d'engrais.

### **Article 4. Dispositions administratives**

#### **Article 4.1. Délais et voies de recours**

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R. 181-45.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

#### **Article 4.2. Publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 4.3. Diffusion**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

#### **Article 4.4. Pour application**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **10 JUIN 2022**

Le préfet,

Pour le Préfet,  
**la secrétaire** générale de la Préfecture  
de la Vendée



**Anne TAGAND**